



Hôtel de Ville – 6, rue de la Mairie - F11290 LAVALETTE

# TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET D'ENTRETIEN DE LA VOIRIE COMMUNALE

## ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE

### ACTE D'ENGAGEMENT

Procédure adaptée – Article 27 du Décret n°2016—360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

<b>Minimum annuel du marché H.T.</b> <i>[à remplir par le pouvoir adjudicateur]</i>	Sans minimum.
<b>Maximum annuel du marché H.T.</b> <i>[à remplir par le pouvoir adjudicateur]</i>	450 000 €

<b>Maîtrise d'œuvre</b>	Services Techniques de la commune
Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ou à l'article 117 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité (nantissements ou cessions de créances)	Monsieur le Maire
<b>Ordonnateur</b>	Monsieur le Maire
<b>Comptable public assignataire des paiements</b>	Monsieur le Trésorier Carcassonne Agglo

*Cadre réservé pour la mention d'exemplaire unique du marché*

**Article 1 - Entreprise unique**

Je soussigné(e) :

Entreprise unique	
NOM de la personne <b>agissant en son nom personnel</b>	
NOM DE L'ENTREPRISE	
Adresse complète de l'entreprise	

NOM de la personne <b>agissant au nom et pour le compte de la Société</b>	
NOM DE LA SOCIETE	
Adresse complète de la société :	

Immatriculation n° SIRET	
--------------------------	--

**Article 1 bis – Entreprises (groupement)**

Nous soussignées :

Groupement d'entreprises			
	1 <sup>ERE</sup> Entreprise	2 <sup>ème</sup> Entreprise	3 <sup>ème</sup> Entreprise
NOM de la personne <b>agissant en son nom personnel</b>			
NOM de l'entreprise			
Adresse complète de l'entreprise			

NOM de la personne <b>agissant au nom et pour le compte de la Société</b>			
NOM DE LA SOCIETE			
Adresse complète de la Société			

Immatriculation n° SIRET			
--------------------------	--	--	--



## **Article 2 – Prix des travaux**

### **2. 1. Montant du marché**

Les travaux du présent marché sont réglés par application d'un prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné par le Bordereau des Prix.

Les modalités de variation de prix sont fixées à l'article 5 du C.C.A P.

Les minimum et maximum annuels de l'accord cadre à bons de commandes sont fixés sans minimum et maximum de 450 000 € H.T.

### **2. 2. Montant sous-traité**

- L'annexe n° 1 jointe au présent Acte d'Engagement relative à la sous-traitance indique la nature et le montant des travaux que j'envisage, nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des travaux sous-traités indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné peut présenter en nantissement ou céder (1 annexe par sous-traitant).
- Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.
- Le montant total des travaux que j'envisage, nous envisageons de sous-traiter conformément à ces annexes est de ..... (en chiffres).  
[.....] (en lettres)].
- En outre, le tableau ci-après indique la nature et le montant des travaux que j'envisage, nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours de travaux leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement les concernant au pouvoir adjudicateur ; les sommes figurant à ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné peut présenter en nantissement ou céder.

<b>Nature des travaux</b>	<b>Montant des travaux sous-traités en € H.T.</b>
.....	.....
.....	.....
.....	.....
<b>TOTAL</b>	.....

### **Article 3 - Durée du marché et délais d'exécution**

#### **3. 1. Durée du marché**

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée initiale d'une année et pour une durée maximale de 4 ans, arrivant à échéance à la date du premier anniversaire de sa notification.

Il est reconduit de manière tacite trois (3) fois au maximum. Si le pouvoir adjudicateur n'envisage pas de reconduire le marché, il doit en informer le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au moins un (1) mois avant la fin de l'année en cours.

Les commandes pourront être adressées dès notification du marché jusqu'à sa date anniversaire. Toutefois, la première commande ne pourra être émise qu'au terme de la validité du précédent marché de même nature portant sur le même secteur. Cette date correspondra soit à l'atteinte du montant maximum du marché précédent, soit à sa date anniversaire de notification.

#### **3. 2. Délais d'exécution**

Les prestations seront exécutées à compter de la date précisée par le bon de commande et dans les délais fixés par celui-ci, étant précisé que le délai d'exécution des prestations ne pourra excéder de plus de TROIS (3) mois la date de fin du marché.

### **Article 4 – Paiements**

Le maître de l'ouvrage se libère des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit des comptes indiqués dans les annexes (renseignements bancaires).

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libère des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes ou les actes spéciaux de sous-traitance.

Les modalités de règlement des comptes du marché sont spécifiées à l'article 25 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

### **Article 5 – Avance**

Il est prévu le paiement d'une avance conformément aux dispositions de l'article 110 et suivant du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics dans les conditions définies à l'article du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

L'entreprise ou le groupement d'entreprises désignée(s) ci-avant :

- refuse(nt) de percevoir l'avance prévue à l'article 30 du C.C.A.P.
- accepte(nt) de percevoir l'avance prévue à l'article 30 du C.C.A.P. et fournit (fournissent) une garantie à première demande du montant de la dite avance.

En l'absence de choix de l'entreprise, le versement de l'avance sera considéré comme refusé.

**Signature (s) du, des entrepreneur (s)**

Fait en un seul original

Chaque signataire doit porter la mention manuscrite : « Lu et Approuvé »

A .....

Le.....

**Visas**

Est acceptée la présente offre pour valoir Acte d'Engagement

A .....

Le .....

Pour le pouvoir adjudicateur

Le Maire

**Date d'effet du marché**

Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché ;

Signé le ..... par l'entrepreneur destinataire.

Le .....  
(date d'apposition de la signature ci-après)

Le représentant légal de l'autorité compétente



Renseignements bancaires

**[à remplir obligatoirement dans le cadre d'un groupement conjoint d'entreprises]**

-----

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

compte ouvert à l'organisme bancaire :		
à (domiciliation) :		
au nom de :		
IBAN :		
BIC ou code SWIFT :		

compte ouvert à l'organisme bancaire :		
à (domiciliation) :		
au nom de :		
IBAN :		
BIC ou code SWIFT :		

compte ouvert à l'organisme bancaire :		
à (domiciliation) :		
au nom de :		
IBAN :		
BIC ou code SWIFT :		



## MARCHES PUBLICS

DC4

### DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE<sup>1</sup>

*Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 – soit en cours d'exécution du marché public.*

*Il est rappelé qu'en application de l'article 4 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le vocable de « marché public » recouvre également les accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, les marchés subséquents, les marchés spécifiques conclus dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique et les marchés de partenariat.*

#### A - Identification de l'acheteur.

■ Désignation de l'acheteur :

*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante.)*

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ou à l'article 117 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité (nantissements ou cessions de créances) :  
*(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)*

#### B - Objet du marché public.

*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante. Toutefois, en cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par la présente déclaration de sous-traitance.)*

#### C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :  
*(Cocher la case correspondante.)*

un document annexé à l'offre du soumissionnaire

un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement *(sous-traitant présenté après attribution du marché)*

<sup>1</sup> Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du .....

## D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public.

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

## E - Identification du sous-traitant.

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur.)*

■ Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](#) ou un artisan au sens au sens [de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996](#) ?

Oui     Non

■ Pour les **marchés publics de défense ou de sécurité** passés par les services du ministère de la défense uniquement **et** à condition que le marché public concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service (2<sup>ème</sup> alinéa de l'Art.124 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

Oui       Non

## F - Nature et prix des prestations sous-traitées

(Reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance)

■ **Nature des prestations sous-traitées :**

■ Dans les **marchés de défense et de sécurité**, lieu d'exécution des prestations sous-traitées :

■ **Montant des prestations sous-traitées :**

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA : .....
- Montant HT : .....
- Montant TTC : .....

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant de [l'article 283-2 nonies du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant hors TVA : .....

■ **Modalités de variation des prix :**

■ **Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct** (tel est le cas si le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 600 euros TTC sauf certains marchés passés par les services de la défense : [article 135 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016](#) relatif aux marchés publics ou [article 124 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016](#) relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

(Cocher la case correspondante.)

OUI

NON

## G - Conditions de paiement.

■ Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :       OUI       NON

(Cocher la case correspondante.)

## H - Capacités du sous-traitant.

(Nota : Sauf pour les marchés de défense et de sécurité, ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)

**H1** - Récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (MDS) demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

- .....
- .....
- .....
- .....
- .....

**H2** - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application du premier alinéa de l'article 45 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

## I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des interdictions de soumissionner.

### I1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

- a) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles [45](#) et [48](#) de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (\*) ;
- b) au surplus, dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévus à l'articles [46](#) de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner, cocher la case suivante :

(\*) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

**I2 – Documents de preuve disponibles en ligne** (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application du premier alinéa de l'article 45 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

## J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

**1<sup>ère</sup> hypothèse**  La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 137 du décret n° 2016-360 ou à l'article 126 du décret n° 2016-361.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

OU

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

**2<sup>ème</sup> hypothèse**  La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'article 137 du décret n° 2016-360 ou à l'article 126 du décret n° 2016-361, qui est joint au présent DC4 ;

OU

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

### **K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.**

(Nota : Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le DC4 n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier le retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant)

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ A \_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_  
le \_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_

Le sous-traitant :  
(*personne identifiée rubrique E du DC4*)

Le soumissionnaire ou le titulaire :  
(*personne identifiée rubrique C1 du DC2*)

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Le représentant de l'acheteur :

### **L - Notification de l'acte spécial au titulaire.**

*(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public.)*

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :  
*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)*

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A \_\_\_\_\_, le